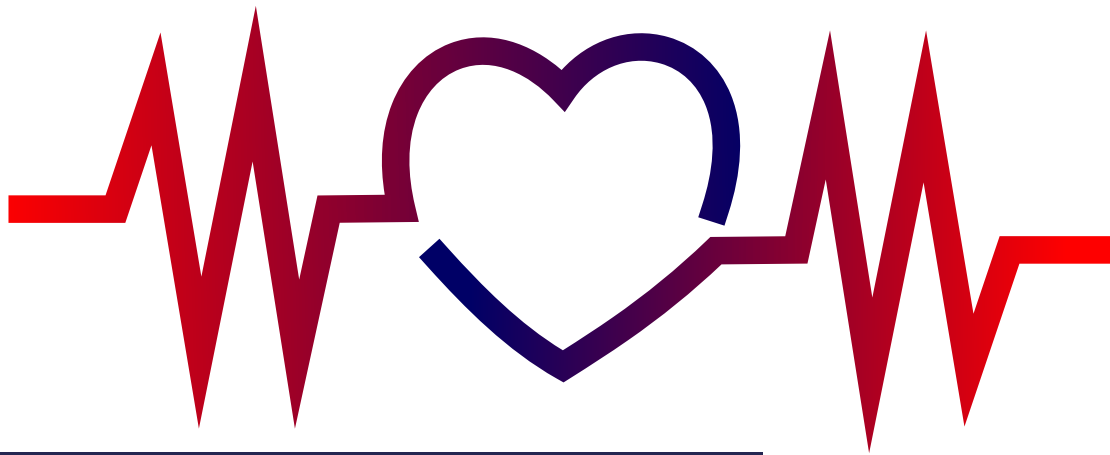




FLASHER LE
CODE POUR
SE SYNDIQUER



LE 16 NOVEMBRE

LA SANTÉ ET LA PROTECTION SOCIALE

AU CŒUR DE NOS BESOINS

LE 16 NOVEMBRE, LA CGT SERA MOBILISÉE AVEC LES SALARIÉ-ES POUR EXIGER UN SYSTÈME DE SANTÉ ET DE PROTECTION SOCIALE SOLIDAIRE DE QUALITÉ QUI RÉPONDE AUX BESOINS DE TOUTES ET TOUS SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE. ENTRE AUTRES INITIATIVES SUR LES TERRITOIRES, UN RASSEMBLEMENT SE TIENDRA LE 16 NOVEMBRE À 13 H 00 À PARIS DEVANT LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA PRÉVENTION

En 2000, la France était reconnue par l'Organisation mondiale de la santé comme le pays « *offrant les meilleurs soins de santé généraux* ». En 2021, elle était en 16^e position.

Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2024 veut imposer à notre système de santé de nouvelles coupes budgétaires à hauteur de 3,5 milliards d'euros minimum... ça ne va pas aller en s'améliorant :

- ce projet dégradera notre système de santé et de protection sociale ;
- ce projet attaque nos droits en remettant en cause les arrêts maladie et augmentant le reste à charge en remboursant moins certains médicaments et certaines prestations.

UNE SITUATION CRITIQUE. L'hôpital public, notamment les urgences, et les établissements du sanitaire, du médico-social et du social, la médecine de ville sont dans une situation critique en termes d'effectifs et de conditions de travail des professionnel·les. Parallèlement, l'accélération de fermetures de lits, de services et de structures accentue le manque d'accès, d'offre et la dégradation de la qualité de la prise en charge pour la population sur tout le territoire.

DES INDICATEURS TRÈS ALARMANTS : épuisement généralisé des soignants·es, dégradation de la santé de la population, maltraitance dans les Ehpad ou les crèches du fait de manque de moyens et du développement du privé lucratif, impossibilité d'accès aux soins, sous-déclaration massive des accidents du travail...

Malgré cela, la hausse de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) fixée à 3,2% se situera pour l'année 2024 en dessous de l'inflation et en dessous de sa « dynamique naturelle » d'augmentation à 4,6% !

Ce projet reste également aussi très silencieux sur les pénuries de médicaments et n'apporte pas de réponse pour enrayer l'augmentation des déserts médicaux qui éloignent les populations de l'accès aux soins.

Au vu des récents et terribles drames qui se sont déroulés entre autres dans les crèches privées, les hôpitaux et les Ehpad, les propositions du Gouvernement sont soit insuffisantes et inacceptables, soit inexistantes. Alors que les besoins de la population appellent un programme ambitieux pour les services publics de la petite enfance, de l'autonomie, de la santé et de l'action sociale, l'inaction et l'impuissance restent la seule réponse ce Gouvernement.

Par ailleurs, en lien avec le patronat, le Gouvernement a essayé d'utiliser le PLFSS pour imposer des reculs au sujet de la faute inexcusable de l'employeur en matière d'accidents du travail et maladies professionnelles. Dans la foulée de la réforme des retraites, le gouvernement a tenté un hold-up sur les retraites complémentaires. Les régimes pionniers sont également une nouvelle fois visés.

Le PLFSS prévoit des ponctions lourdes sur l'Assurance chômage, plombant la négociation en cours, pour financer le monstrueux France Travail, destiné à sanctionner les allocataires du RSA et d'autres prestations de solidarité.

La CGT s'oppose à ces logiques purement gestionnaires et revendique la restitution de la maîtrise de la sécurité sociale aux travailleur·ses, la suppression des exonérations de cotisations sociales qui représentent plus de 80 milliards d'euros et une vraie réponse aux besoins en termes de santé, retraite, droit à l'autonomie, petite enfance... pour tendre vers une Sécurité sociale intégrale.